CHAPITRE IX - LE PROGRAMME ÉLECTORAL DE L'UNION NATIONALE: "C'EST LE TEMPS DE L'UNION NATIONALE"

RÉALISME! RÉGIONALISATION! DÉCENTRALISATION!

C'est le temps des affaires économiques

C'EST LE TEMPS qu'on place le dossier économique au premier plan des volontés politiques dans le but de répondre aux attentes réelles des Québécois.

C'EST LE TEMPS de donner priorité au développement de la petite et moyenne entreprise.

C'EST LE TEMPS qu'on redonne à nos entreprises québécoises une vocation économique originale où l'initiative privée sera véritablement un levier de croissance.

C'est le temps qu'on s'occupe du développement économique régional.

C'EST POURQUOI, POUR L'UNION NATIONALE:

C'EST LE TEMPS d'instituer des dégrèvements d'impôts pour inciter le citoyen à investir dans les entreprises québécoises;

C'EST LE TEMPS de faire une loi qui encourage les institutions financières régionales à participer directement au développement industriel et commercial de leur région;

C'EST LE TEMPS de réévaluer les programmes d'enseignement en matières économiques afin de donner aux jeunes Québécois le goût et le sens de l'entreprise;

C'EST LE TEMPS de procéder à l'inventaire complet des produits consommés, mais non produits au Québec, et d'identifier les régions les plus susceptibles de satisfaire ces besoins;

C'EST LE TEMPS de fournir aux petites et moyennes entreprises une aide financière et technique, adaptée aux particularités et priorités régionales;

C'EST LE TEMPS de favoriser le réinvestissement des profits des petites et moyennes entreprises en vue d'encourager leur croissance;

C'EST LE TEMPS de faciliter l'accès aux marchés des capitaux aux petites et moyennes entreprises pour développer une industrie touristique régionale;

C'EST LE TEMPS de procurer une aide financière et technique qui favorise l'utilisation de nouvelles inventions et techniques dans la petite et moyenne entreprise;

C'EST LE TEMPS de donner aux délégations du Québec à l'extérieur, un rôle actif dans la promotion des produits du Québec à l'étranger.

C'est le temps de développer l'agriculture au Québec

C'EST LE TEMPS que l'on donne à l'agriculture une nouvelle direction afin de permettre à l'agriculteur de jouer pleinement le rôle dynamique qui lui revient dans l'économie québécoise.

C'EST LE TEMPS que nos politiques agricoles soient favorables aux agriculteurs.

C'EST LE TEMPS que l'on fournisse à l'agriculteur québécois les moyens de bénéficier d'un niveau de vie à la mesure de son travail.

C'EST LE TEMPS que l'agriculture au Québec assure l'autosuffisance alimentaire des Québécois.

C'EST POURQUOI, POUR L'UNION NATIONALE:

C'EST LE TEMPS de restructurer le ministère de l'Agriculture afin qu'il devienne vraiment un ministère de l'agriculture et de l'alimentation;

C'EST LE TEMPS d'établir une politique de transformation au Québec des produits de la ferme en vue d'assurer la croissance des industries alimentaires existantes et de favoriser la naissance de nouvelles industries;

C'EST LE TEMPS de définir, avec les principaux intéressés, un plan d'action régionalisé permettant à chaque agriculteur de planifier sa production et ses revenus sur une période de trois à cinq ans;

C'EST LE TEMPS d'assurer l'autosuffisance du Québec à la fois en approvisionnement et en production;

C'EST LE TEMPS d'assurer à l'agriculteur la commercialisation rentable de sa production en modifiant en profondeur la loi sur la mise en marché des produits agricoles et forestiers;

C'EST LE TEMPS que le service des aviseurs techniques régionaux du Ministère de l'Agriculture renseigne l'agriculteur sur les nouvelles techniques agricoles, sur la modernisation de l'équipement, la gestion de la ferme et l'orientation des cultures et des élevages dans le but d'améliorer sa productivité et d'abaisser ses coûts de production;

C'EST LE TEMPS de venir en aide aux producteurs laitiers, dans le but de leur assurer un équilibre de production et d'atteindre le profit le plus élevé, en définissant équitablement les quotas de production de lait sur une base régionale;

C'EST LE TEMPS de protéger l'agriculteur québécois en négociant des ententes à long terme relativement à l'importation des produits agricoles;

C'EST LE TEMPS d'établir une politique d'égouttement des terres et de conservation des eaux en collaboration avec les conseils de comtés;

C'EST LE TEMPS d'établir un plan de zonage agricole des terres arables et d'en assurer le respect;

C'EST LE TEMPS d'établir un programme d'assurance-bétail au Québec;

C'EST LE TEMPS de réévaluer la politique sur les petits abattoirs dans nos régions agricoles en vue de permettre l'existence d'abattoirs locaux (une ou deux paroisses), opérant sur une base privée, avec un système d'inspection par rotation pour les jours d'abattage;

C'EST LE TEMPS d'établir un plan à contribution conjointe des agriculteurs et du gouvernement dans le but de verser aux agriculteurs des paiements d'appoint lorsque les prix du marché dans un secteur sont inférieurs aux coûts de production;

C'EST LE TEMPS de créer une Banque de crédit pour administrer tous les programmes de financement destinés à stimuler l'économie rurale.

C'est le temps de profiter de nos ressources naturelles

C'EST LE TEMPS qu'on reconnaisse au développement des ressources naturelles une fonction primordiale dans la croissance économique du Québec.

C'EST LE TEMPS que le développement des ressources naturelles respecte les priorités des régions du Québec où elles se trouvent ainsi que la qualité et la conservation de l'environnement pour les Québécois à venir.

C'EST LE TEMPS que le développement des ressources naturelles soit mis au service d'une industrie québécoise complète qui servira les besoins des Québécois.

C'EST POURQUOI, POUR L'UNION NATIONALE:

C'EST LE TEMPS de limiter l'autonomie abusive de l'Hydro-Québec;

C'EST LE TEMPS de confier à la Régie de l'électricité et du gaz le soin de réexaminer et d'approuver les tarifs d'électricité établis par l'Hydro-Québec;

C'EST LE TEMPS de réévaluer les factures de l'Hydro-Québec en fonction d'une consommation réelle;

C'EST LE TEMPS de doter le Québec d'une politique énergétique globale;

C'EST LE TEMPS de développer une politique de transformation en sol québécois de nos matières premières;

C'EST LE TEMPS d'utiliser au maximum les sous-produits de la pêche, de l'exploitation minière et de la forêt;

C'EST LE TEMPS de créer un fonds minier afin de protéger les travailleurs de cette industrie;

C'EST LE TEMPS de répartir les droits de coupe proportionnellement aux besoins des différents secteurs de l'industrie du bois;

C'EST LE TEMPS d'encourager l'industrie québécoise vers l'exploitation forestière;

C'EST LE TEMPS de repenser la loi de mise en marché des produits forestiers;

C'EST LE TEMPS de développer et de rentabiliser les piscicultures commerciales et la pêche commerciale;

C'EST LE TEMPS d'aider les coopératives de pêcheurs à se munir de bateaux de pêche en haute mer et à cette fin, de compléter les infrastructures portuaires de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine.

C'est le temps de mettre de l'ordre dans les relations du travail

C'EST LE TEMPS de sortir le travailleur du rôle d'instrument que lui a imposé un Code du travail maintenant dépassé par l'évolution pour qu'il entre de plein pied dans son vrai rôle d'agent économique.

C'EST LE TEMPS que la rentabilité de l'industrie au Québec soit assurée en créant une ambiance de travail qui permette l'épanouissement de tous les travailleurs.

C'EST LE TEMPS que les travailleurs, les patrons et l'État réunis assument leurs responsabilités sociales, comme de véritables partenaires.

C'EST POURQUOI, POUR L'UNION NATIONALE:

C'EST LE TEMPS, dans le secteur public, de remplacer le droit de grève par des négociations permanentes, de régionaliser la négociation des clauses normatives et de développer une politique salariale à l'intérieur d'une politique globale du revenu;

C'EST LE TEMPS de regrouper à une même table les représentants des travailleurs, des patrons et de l'État;

C'EST LE TEMPS de procéder à une révision complète du Code du travail;

C'EST LE TEMPS de mettre sur pied un véritable tribunal du travail rattaché au ministère de la Justice;

C'EST LE TEMPS de rendre accessible à tous les travailleurs un syndicalisme démocratique et responsable;

C'EST LE TEMPS d'établir un contrôle sur les finances des syndicats;

C'EST LE TEMPS d'assujettir le droit de grève à un vote secret exercé sous la surveillance d'un organisme indépendant;

C'EST LE TEMPS de soumettre l'exercice du droit de grève à un vote de la majorité de tous les employés faisant partie de l'unité de négociation;

C'EST LE TEMPS d'adopter une politique de sécurité industrielle;

C'EST LE TEMPS de réviser la loi sur les accidents du travail;

C'EST LE TEMPS d'augmenter les pouvoirs de la Commission du salaire minimum et de l'intégrer au ministère du Travail;

C'EST LE TEMPS que le Québec assure sa pleine responsabilité envers les travailleurs en chômage et les assistés sociaux pour leur permettre de participer à la vie économique en mettant sur pied un système d'assurance-travail;

C'EST LE TEMPS de nommer au ministère du Travail un ministre d'État responsable des relations du travail;

C'EST LE TEMPS de doter le Québec d'une politique de main-d'oeuvre conforme aux réalités socio-économiques où l'immigration joue un rôle positif;

C'EST LE TEMPS de donner au Québec les droits de contrôle sur son immigration;

C'EST LE TEMPS de donner au ministère québécois de l'Immigration tous les services nécessaires pour répondre aux besoins régionaux en main-d'oeuvre;

C'EST LE TEMPS de mettre sur pied des structures régionales et locales d'accueil et d'intégration des immigrants constituées d'équipes de Québécois et d'immigrants reçus.

C'est le temps d'humaniser les affaires sociales

C'est le temps de se doter d'une politique de la famille.

C'EST LE TEMPS qu'on se rende compte que l'évolution de la société québécoise trouve ses fondements dans la famille.

C'EST LE TEMPS que l'État assume ses responsabilités et favorise la cohésion de la famille et l'épanouissement de ses composantes.

C'EST LE TEMPS que l'on assure aux personnes du troisième âge la considération et la quiétude qui leur sont dues.

C'EST POURQUOI, POUR L'UNION NATIONALE:

C'EST LE TEMPS de créer des tribunaux familiaux en vue de régler les problèmes de la famille selon une approche de compréhension humaine et sociale;

C'EST LE TEMPS de valoriser le rôle de la femme au foyer et de reconnaître sa participation à la vie économique en lui versant un revenu qui augmentera proportionnellement au nombre d'enfants;

C'EST LE TEMPS de mettre sur pied un réseau adéquat de garderies;

C'EST LE TEMPS de venir en aide aux mères célibataires et aux familles mono-parentales dans le but de leur permettre d'assurer dignement leurs responsabilités sociales;

C'EST LE TEMPS d'assurer aux handicapés physiques et sociaux la reconnaissance des droits et privilèges reconnus à tout citoyen et de légiférer de manière à leur garantir la plus large autonomie et le rétablissement de leur dignité personnelle;

C'EST LE TEMPS de mettre sur pied un réseau d'aide à domicile aux handicapés physiques et sociaux;

C'EST LE TEMPS de reconnaître les droits de l'enfant par une politique globale de l'enfance qui assure à chacun les soins généraux et spécialisés appropriés à leur état;

C'EST LE TEMPS de donner aux centres de services sociaux les moyens de conseiller et d'appuyer les familles aux prises avec des difficultés d'adaptation et de fonctionnement;

C'EST LE TEMPS de mettre sur pied et de diffuser des cours d'éducation familiale, d'économie familiale et de psychologie du couple;

C'EST LE TEMPS de nommer un ministre d'État aux Affaires sociales chargé de promouvoir les intérêts des personnes du troisième âge et de leur permettre de jouer dans la société un rôle actif et utile;

C'EST LE TEMPS d'ajuster les mesures d'aide financière aux personnes du troisième âge, afin de leur permettre de demeurer dans leur milieu normal de vie et de choisir librement leur lieu de résidence;

C'EST LE TEMPS de permettre, à ceux qui le désirent, de prendre la retraite à 60 ans.

C'est le temps d'améliorer nos services de santé et nos services sociaux

C'EST LE TEMPS que l'État se préoccupe de la qualité des soins dispensés dans le domaine de la santé.

C'EST LE TEMPS que notre système de santé facilite l'accessibilité aux soins pour tous à un coût raisonnable sur l'ensemble du territoire québécois.

C'EST LE TEMPS que les structures des services sociaux soient simplifiées et allégées pour permettre aux Québécois un accès plus facile et une considération plus humaine.

C'EST POURQUOI, POUR L'UNION NATIONALE:

C'EST LE TEMPS de décentraliser les différents programmes du ministère des Affaires sociales et de les ramener au niveau des dix régions économiques du Québec;

C'EST LE TEMPS de permettre à chacune des régions d'adapter les programmes de santé et de services sociaux à ses propres besoins;

C'EST LE TEMPS de développer des polycliniques privées en vue de dégager les centres hospitaliers de cas mineurs et d'analyses de laboratoires;

C'EST LE TEMPS de développer sur une base régionale un réseau de centres pour convalescents et malades chroniques;

C'EST LE TEMPS de planifier, sur une base régionale, un réseau de soins hospitaliers en fonction d'un hôpital majeur (centre spécialisé), d'hôpitaux généraux et d'autres centres de dispensation des soins;

C'EST LE TEMPS d'identifier clairement les deniers publics consacrés aux programmes d'hospitalisation et de s'assurer que les budgets des hôpitaux soient calculés en fonction de leur vocation sociale et d'une plus grande efficacité financière;

C'EST LE TEMPS de donner aux conseils d'administration des établissements de santé les pouvoirs de régler sur place les problèmes de leur région;

C'EST LE TEMPS de permettre l'intégration graduelle de tous les professionnels de la santé au programme d'assurance-maladie;

C'EST LE TEMPS de faire participer l'entreprise privée à l'opération des programmes du ministère chaque fois qu'il est dans l'intérêt public et qu'il est économique de le faire;

C'EST LE TEMPS d'assurer à chaque région, par un système privé ou public, un service d'ambulance adéquat, avec personnel qualifié;

C'EST LE TEMPS de prendre les moyens pour favoriser une utilisation rationnelle des services de santé et des services sociaux et pour sensibiliser la population à ses droits et ses devoirs dans ce domaine;

C'EST LE TEMPS qu'un régime de revenu minimum garanti soit instauré par l'amélioration du système actuel de bénéfices sociaux.

C'est le temps de se donner une politique de l'habitation et de l'aménagement du territoire

C'EST LE TEMPS que l'on accorde à tout individu ou famille l'accès à un habitat qui favorise leur épanouissement social.

C'EST LE TEMPS que les pouvoirs de décision en matière d'habitation soient décentralisés vers les municipalités.

C'EST LE TEMPS que l'importance de l'aménagement du territoire soit reconnue et que les autorités locales et régionales assument leurs responsabilités en ce domaine.

C'EST POURQUOI, POUR L'UNION NATIONALE:

C'EST LE TEMPS de transformer le ministère des Affaires municipales pour qu'il devienne le ministère des Affaires municipales, de l'habitation et de l'Aménagement du territoire;

C'EST LE TEMPS d'établir que les priorités gouvernementales portent sur la rénovation en milieu urbain et en milieu rural, la construction de logements publics et la restauration et l'acquisition de terrains;

C'EST LE TEMPS de mettre à contribution tous les intervenants du secteur privé dans le domaine de l'habitation de manière à combler la pénurie de logements dans une période de temps déterminée;

C'EST LE TEMPS d'accorder aux municipalités les pouvoirs et les fonds nécessaires à l'application des programmes d'habitation sur leur territoire;

C'EST LE TEMPS de permettre à la Société d'habitation du Québec de garantir les prêts hypothécaires aux individus et aux coopératives;

C'EST LE TEMPS de définir les responsabilités des administrations municipales et gouvernementales dans la préparation, l'adoption et l'application des plans et schémas d'urbanisme et d'aménagement du territoire;

C'EST LE TEMPS de confier aux conseils de comté des fonctions précises de conseil et de support auprès des municipalités de leur territoire dans l'orientation et la planification de leur développement;

C'EST LE TEMPS d'établir des normes régionales de protection de l'environnement qui tiennent compte des réalités industrielles et économiques du Québec;

C'EST LE TEMPS de mettre sur pied un système de contrôle des normes pour assurer l'amélioration et la protection de la qualité de l'environnement;

C'EST LE TEMPS de permettre aux Québécois de déduire de leur revenu imposable les taxes foncières sur les propriétés privées et certaines taxes de locataires.

C'est le temps d'affirmer notre réalité culturelle

C'EST LE TEMPS que tous les citoyens du Québec prennent en main les responsabilités de la sauvegarde de l'ensemble du patrimoine culturel québécois et travaillent, à tous les niveaux, dans la mesure des moyens de chacun, à la promotion des arts et de la culture de la collectivité québécoise.

C'EST LE TEMPS que l'on assure à tous les Québécois l'accessibilité aux biens culturels.

C'EST POURQUOI, POUR L'UNION NATIONALE:

C'EST LE TEMPS de dépolitiser le secteur culturel;

C'EST LE TEMPS de faire du ministère des Affaires culturelles un agent de développement économique et un agent de propagation de l'identité québécoise;

C'EST LE TEMPS de regrouper les représentants de tous les secteurs de l'activité socio-culturelle, sur une base régionale, en un organisme supérieur duquel émaneront les décisions et les choix en matière culturelle;

C'EST LE TEMPS de favoriser l'établissement et le développement des industries culturelles privées;

C'EST LE TEMPS d'alléger le fardeau fiscal des établissements à vocation culturelle;

C'EST LE TEMPS d'accorder une aide gouvernementale concrète pour stimuler la création et la consommation de produits culturels;

C'EST LE TEMPS de défendre et de protéger l'intégrité de la culture québécoise en élargissant le mandat de la Commission des biens culturels;

C'EST LE TEMPS d'associer étroitement au secteur culturel la langue, les communications et les loisirs.

C'est le temps de reconnaître le droit des Québécois aux loisirs et aux sports

C'EST LE TEMPS que les choix individuels en matière de loisirs et de sports soient reconnus.

C'EST LE TEMPS que l'on prenne conscience que les réseaux élaborés d'équipements sportifs et autres ont été payés par les taxes et les impôts de tous les Québécois et qu'à ce titre, ils doivent y avoir accès.

C'EST LE TEMPS que les initiatives dans le domaine des loisirs et des sports soient coordonnées sur une base régionale et selon leurs besoins particuliers.

C'EST POURQUOI, POUR L'UNION NATIONALE:

C'EST LE TEMPS de faciliter l'accès au grand public des installations et équipements socio-culturels et sportifs, qui sont sous la responsabilité du ministère de l'Éducation;

C'EST LE TEMPS d'établir une loi-cadre orientée sur le développement du loisir au Québec selon les régions et leurs besoins;

C'EST LE TEMPS de créer un ministère des Loisirs et du Sport axé sur l'amélioration de la qualité de la vie des individus;

C'EST LE TEMPS d'adopter une vraie politique du sport et de l'éducation physique au Québec;

C'EST LE TEMPS de voir à ce que l'utilisation des installations olympiques favorise le développement du sport amateur au Québec.

C'est le temps d'être réaliste en matière de langue

C'EST LE TEMPS qu'au Québec on aborde avec objectivité la question de la langue, sans émotivité et passion, dans une démarche réaliste et positive.

C'EST LE TEMPS que l'on définisse clairement qu'une politique de la langue ne vise pas à régir la culture, mais bien l'usage de la langue comme moyen de communication.

C'EST LE TEMPS que l'on reconnaisse la liberté à chacun de conserver sa culture.

C'EST LE TEMPS qu'on lève la barrière linguistique qui sépare les deux principaux groupes de Québécois pour établir un dialogue qui mènera à une compréhension mutuelle.

C'EST LE TEMPS qu'une politique linguistique soit établie pour permettre aux Québécois de se parler et de se comprendre.

C'EST LE TEMPS que les Québécois s'ouvrent à la réalité du continent nord-américain tout en affirmant avec fierté leur identité culturelle.

C'EST POURQUOI, POUR L'UNION NATIONALE:

C'EST LE TEMPS de remplacer la loi 22 par une nouvelle loi qui tienne compte de la réalité québécoise;

C'EST LE TEMPS de faire du français la langue nationale du Québec et d'accorder le statut de langues officielles au français et à l'anglais;

C'EST LE TEMPS de reconnaître la pré-éminence du français et la culture de la majorité, notamment au chapitre de la langue de travail, dans le respect des autres cultures;

C'EST LE TEMPS de prévoir l'intégration à la communauté francophone des immigrants non-anglophones à venir;

C'EST LE TEMPS d'assurer un enseignement des deux langues officielles à tous les niveaux de notre système d'éducation, de sorte que tous les Québécois puissent parler français et également vivre pleinement la réalité continentale;

C'EST LE TEMPS de conférer à la Régie de la langue française un authentique rôle de gardien de la langue.

C'est le temps que l'éducation progresse vers la qualité

C'EST LE TEMPS que l'éducation soit reconnue comme un droit fondamental des citoyens et qu'à ce titre, elle devienne de plus en plus un service accessible à tous, sans distinction d'âge ou de langue.

C'EST LE TEMPS que l'éducation devienne un service de qualité qui assure à chaque Québécois une solide formation professionnelle, sociale et culturelle.

C'EST POURQUOI, POUR L'UNION NATIONALE:

C'EST LE TEMPS de faire de l'éducation un service permanent et gratuit pour tous les Québécois;

C'EST LE TEMPS de décentraliser l'administration de l'éducation au profit des régions;

C'EST LE TEMPS de permettre au personnel enseignant l'accès à un service de formation valable et à un service de perfectionnement qui tienne compte des besoins de la profession;

C'EST LE TEMPS de remplacer le système d'options actuel au niveau secondaire par un programme assorti aux besoins socio-économiques du Québec;

C'EST LE TEMPS de rechercher un équilibre entre les systèmes d'enseignement privé et public;

C'EST LE TEMPS de réviser en profondeur les services d'éducation à l'enfance exceptionnelle;

C'EST LE TEMPS d'atteindre un équilibre entre les besoins de la société et la formation des étudiants;

C'EST LE TEMPS d'inclure dans les programmes d'enseignement des stages d'apprentissage, de sorte que l'étudiant puisse accéder au marché du travail, dans le secteur d'activité qu'il a choisi, avec en plus de ses connaissances théoriques, une expérience pratique reconnue;

C'EST LE TEMPS d'élaborer un nouveau programme d'aide financière afin d'offrir à tous les étudiants des conditions d'étude favorables.

C'est le temps de défendre l'autonomie du Québec

C'EST LE TEMPS que le Québec dénonce le faux débat sur le rapatriement de la Constitution du Canada et provoque une discussion sur le vrai problème, celui du partage des pouvoirs dans un nouveau pacte d'association entre les onze gouvernements de la fédération canadienne.

C'EST LE TEMPS que l'on redéfinisse la structure politique canadienne à partir du principe de la souveraineté des dix États membres dans les champs de leur juridiction et d'une conception fortement décentralisée du fédéralisme.

C'EST LE TEMPS que le Québec, principal foyer culturel et politique de la communauté francophone au Canada, obtienne des pouvoirs adéquats et adaptés aux responsabilités et aux conditions sociales, culturelles et économiques d'aujourd'hui.

C'EST POURQUOI, POUR L'UNION NATIONALE:

C'EST LE TEMPS de réviser en profondeur la Constitution du Canada;

C'EST LE TEMPS de prendre tous les moyens à notre disposition pour en arriver à une nouvelle série de conférences constitutionnelles;

C'EST LE TEMPS de créer un tribunal constitutionnel dont les membres seraient nommés par les États membres;

C'EST LE TEMPS de donner aux États membres de la fédération canadienne les sources de revenus correspondant aux pouvoirs qui leur sont dévolus;

C'EST LE TEMPS de limiter "le pouvoir de dépenser" du gouvernement central strictement aux matières de sa compétence;

C'EST LE TEMPS de reconnaître aux États membres de la fédération canadienne pleine et entière juridiction, plus particulièrement, dans le domaine de l'éducation, de la santé et de la sécurité sociale, de l'habitation et de l'aménagement du territoire et des affaires culturelles;

C'EST LE TEMPS de reconnaître que les États membres de la fédération canadienne sont les seuls responsables sur leur territoire pour établir les priorités et administrer les programmes en matière d'immigration, de développement économique régional et de communications;

C'EST LE TEMPS de reconnaître que les États membres de la fédération canadienne sont libres de négocier des accords internationaux dans les domaines qui sont de leur juridiction;

C'EST LE TEMPS d'affirmer que les pouvoirs résiduaux, soit les pouvoirs qui ne sont pas expressément attribués au gouvernement central, appartiennent aux États membres;

C'EST LE TEMPS d'inclure dans la Constitution du Canada une Charte des droits du citoyen, inspirée de la Charte universelle des droits de l'homme, garantissant la liberté et l'égalité de tous devant la Loi.

C'est le temps de rapprocher l'administration publique du citoyen

C'EST LE TEMPS que l'efficacité de l'appareil gouvernemental soit améliorée.

C'EST LE TEMPS que l'incohérence, l'attentisme, l'absence de planification et autres carences de l'administration actuelle soient remplacées par un esprit de décision et une meilleure communication entre les fonctionnaires et les citoyens.

C'EST LE TEMPS qu'un gouvernement décentralise les services de l'État au profit des institutions locales et régionales.

C'EST POURQUOI, POUR L'UNION NATIONALE:

C'EST LE TEMPS de confier des pouvoirs décisionnels accrus aux autorités locales et régionales ainsi qu'aux services des ministères, des organismes publics et para-publics dans une région donnée;

C'EST LE TEMPS de réaménager immédiatement les régions administratives et de les intégrer dans un cadre uniforme applicable à tous les ministères;

C'EST LE TEMPS de regrouper, dans la mesure du possible, tous les services gouvernementaux en un lieu physique unique, à l'intérieur de chacune des régions administratives;

C'EST LE TEMPS de garantir une plus grande autonomie aux municipalités en établissant une répartition plus équitable de la taxe de vente;

C'EST LE TEMPS de soulager le contribuable québécois de certaines taxes directes et indirectes, de remettre l'assiette fiscale de l'impôt foncier aux municipalités et d'abolir l'impôt foncier scolaire;

C'EST LE TEMPS de procéder à la réforme de l'évaluation foncière de pair avec la réforme de la fiscalité municipale;

C'EST LE TEMPS de mettre à la disposition des municipalités et des commissions scolaires des prêts à long terme, à faible taux d'intérêt, à partir d'un fonds général créé à cette fin;

C'EST LE TEMPS d'entreprendre immédiatement la réforme cadastrale au niveau du ministère des Terres et Forêts;

C'EST LE TEMPS de rendre obligatoire et accessible, à un prix raisonnable, l'assurance-automobile au Québec, en s'assurant de la qualité et de l'efficacité des services rendus par l'entreprise privée;

C'EST LE TEMPS de dépolitiser l'administration de la justice en créant un Conseil de la magistrature responsable de la nomination de tous les juges et de mettre sur pied une École de la magistrature;

C'EST LE TEMPS de régionaliser l'administration de la justice pour obtenir une plus grande accessibilité;

C'EST LE TEMPS de se doter d'une politique globale de transport urbain, en collaboration avec les municipalités, dans le but d'offrir aux Québécois une plus grande accessibilité aux transports en commun et d'utiliser plus rationnellement tout le matériel roulant;

C'EST LE TEMPS d'accorder la priorité au développement des routes secondaires et de confier aux conseils de comté un rôle dans la planification des travaux de voirie rurale;

C'EST LE TEMPS que le Québécois participe aux profits des entreprises;

C'EST LE TEMPS que le Québécois redevienne maître de son économie par le développement des petites et moyennes entreprises;

C'EST LE TEMPS que le Québécois, agriculteur, jouisse d'un niveau de vie à la mesure de son travail;

C'EST LE TEMPS que le Québécois bénéficie de l'autosuffisance en alimentation;

C'EST LE TEMPS que le Québécois profite pleinement de l'exploitation de ses ressources naturelles;

C'EST LE TEMPS que le Québécois ne soit plus à la merci de grèves interminables dans les secteurs public et para-public;

C'EST LE TEMPS que le Québécois ait accès à un syndicalisme démocratique et responsable;

C'EST LE TEMPS que le Québécois, ayant droit de faire la grève, exerce ce droit par un vote secret et représentatif de tous les travailleurs dans son unité de négociation;

C'EST LE TEMPS que le Québécois reconnaisse que la femme au foyer participe à la vie économique du Québec et qu'à ce titre, elle a droit à une compensation financière;

C'EST LE TEMPS que le Québécois accorde aux personnes du troisième âge le respect qui leur est dû en leur permettant de jouer un rôle actif et utile dans la société;

C'EST LE TEMPS que le Québécois bénéficie d'un service de santé humain et de qualité irréprochable à un coût raisonnable;

C'EST LE TEMPS que le Québécois ait accès à un logement adéquat et à la mesure de ses moyens;

C'EST LE TEMPS que le Québécois protège son environnement pour les générations à venir;

C'EST LE TEMPS que le Québécois participe réellement à la vie culturelle et qu'il prenne part aux décisions dans ce secteur;

C'EST LE TEMPS que le Québécois profite pleinement de tous les équipements sportifs et récréatifs;

C'EST LE TEMPS que le Québécois soit réaliste en matière linguistique et qu'il s'ouvre à la réalité du continent nord-américain, tout en affirmant avec fierté son identité culturelle;

C'EST LE TEMPS que le Québécois obtienne un enseignement à tous les niveaux du système d'éducation qui lui assure une solide formation professionnelle, sociale et culturelle;

C'EST LE TEMPS que le Québécois affirme son identité au sein du Canada et qu'il obtienne dans une nouvelle Constitution les pouvoirs qu'il faut pour assumer ses responsabilités sociales, culturelles et économiques;

C'EST LE TEMPS que le Québécois décentralise, sur une base régionale, les services gouvernementaux, pour que ceux-ci soient plus efficaces et plus représentatifs de ses besoins;

C'EST LE TEMPS QUE, NOUS, QUÉBÉCOIS, RETROUVIONS LE PLAISIR DE VIVRE ET DE TRAVAILLER.

C'EST LE TEMPS QUE, NOUS, QUÉBÉCOIS, SOYONS FIERS DE NOTRE QUÉBEC.

C'EST LE TEMPS QUE, NOUS, QUÉBÉCOIS, AYONS UN GOUVERNEMENT À NOTRE IMAGE, CONFORME À NOS TRADITIONS ET À NOS ASPIRATIONS.

C'EST LE TEMPS DE L'UNION NATIONALE!

RÉALISME! RÉGIONALISATION! DÉCENTRALISATION!